

Nouvelles locales du lundi 16 décembre 2013

@rib News, 16/12/2013 | Politique - L'ADC-Ikibiri annonce sa participation dans le débat préparé par l'Assemblée nationale sur la révision de la Constitution initiée par le gouvernement. Le président de cette alliance fait savoir qu'ils ont voulu éviter d'être considérés par la population de personnes indécises. L'once Ngendakumana trouve aussi que l'atelier n'aura pas de suite favorable quant aux revendications de la majeure partie de la population burundaise. Il se base sur les invitations qui ne mentionnent qu'il ne s'agit que de se prononcer sur les dispositions dont le président de la République a demandé l'amendement. Selon lui, il s'agit d'une perte de temps sur ce sujet, car le gouvernement d'ambassadeur. Il précise donc qu'ils vont analyser la situation tout à l'intérieur et vont communiquer leur position mais il prévient qu'il ne faudra pas toucher aux acquis d'Arusha si du moins le gouvernement veut conserver sa confiance auprès de la population puisque la Constitution actuelle est l'œuvre de la population burundaise via les négociations sur les stratégies de la bonne gouvernance qui ont eu lieu à Arusha. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]

- Après une correspondance adressée à l'OAG par le président de l'Assemblée nationale lui demandant de présenter ses avis et considérations sur le nouveau projet de révision de la constitution, l'OAG a répondu à cette correspondance. Il déplore le fait que cette révision est en train de suivre d'autres voies alors que le dialogue devrait l'emporter. Il trouve aussi que la charte africaine de 2007 devrait être respectée et que ledit projet devrait être retiré de l'assemblée nationale afin de retourner au gouvernement. Ce dernier devrait donc à son tour mettre sur pied un mécanisme de collecte des avis et considérations d'une manière large et plus démocratique. Il trouve que ce moyen permettrait à la majeure partie de la population burundaise de participer dans la mise en place de ce texte fondamental. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]- Plus de 500 associations de la société civile ont animé une conférence de presse ce lundi matin pour montrer leur position sur la révision de la constitution. Elles ont profité de cette occasion pour annoncer qu'elles ont écrit une correspondance au président de l'Assemblée nationale pour lui faire part de leurs inquiétudes lesquelles ces associations ne vont en aucun cas accepter. En effet, selon le président du FOCODE, le dialogue que l'assemblée nationale prépare ne doit pas avoir pour objet de cautionner ou négocier un autre mandat pour le président de la République. De plus, les pouvoirs du Sénat doivent rester garantis par la constitution. En outre, le système de vote des lois doit permettre la participation de tout le monde afin d'éviter le monopole dans la prise de décisions. En fin, il faudra éviter que la justice reste sous l'emprise du pouvoir exécutif. Selon donc Pacifique Nininahazwe, seules des dispositions en rapport avec l'intégration régionale et la préparation des élections de 2015 comme il s'est convenu entre les politiciens réunis à Kayanza peuvent être modifiées. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]- L'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya se dit confiant quant à la pertinence et l'importance des résultats de l'atelier organisé par l'Assemblée nationale sur la révision de la Constitution. Selon lui donc, il y a lieu d'espérer que les choses iront mieux et que les propositions données ne seraient jetées aux oubliettes. Il se base sur le rang et l'importance des personnes invitées qui, selon lui, ne peuvent pas être réunies pour rien. Il estime que les organisateurs de cet atelier devront considérer les apports des uns et des autres pour aboutir à un compromis. Il demande donc aux participants de donner sérieusement leurs contributions dans cet atelier afin de mener une œuvre utile et responsable. [rtr/bonesha]- Le bureau exécutif du parti MSD reconnaît que le président de ce parti n'a pas fait preuve de retenue dans l'ambassadeur Kabizi qui est passé à la RPA le vendredi de la semaine dernière. Selon le porte-parole de ce parti, il est en quelque sorte compréhensible que dans ce pays, les gens en colère puissent dépasser les limites dans leurs déclarations suite à la mauvaise gouvernance dans laquelle le pays est plongé. Maître François Nyamoya estime que l'important est que chaque personne soit consciente de ses déclarations et en assume la responsabilité. Il demande ainsi que chacun puisse faire une auto-évaluation afin de demander pardon le cas échéant comme l'a fait Alexis Sinduhije. [rtr]- Un drapeau du parti MSD a été volé dans le quartier Yoba de la ville de Gitega la nuit de ce dimanche à lundi. La perche sur laquelle il flottait a été retrouvée allongée devant la permanence de ce parti où se trouvait le drapeau. Selon le représentant du parti MSD dans la commune Gitega, ce drapeau aurait été volé par les jeunes du parti CNDD-FDD. Se référant à d'autres cas où les biens de ce parti ont été saisis ou abandonnés par les Imbonerakure ou d'autres membres de ce parti, Dsir Bizimana trouve qu'il n'y a pas d'autres personnes qui osent faire pareille que les Imbonerakure. Le représentant des Imbonerakure dans la commune de Gitega réfute ces accusations. Selon lui, si les Imbonerakure devaient voler ce drapeau, ils devraient l'avoir fait depuis longtemps puisque ce drapeau venait de passer à cet endroit plus de 6 mois. [rpa]- Le député Bonaventure Niyoyankana issu du parti Uprona et chargé des questions des placards au sein de ce parti estime qu'il y a une violation des droits de l'homme qui est d'être faite aux placards de Ruhororo par les autorités à la base dans la commune Ruhororo, du parc et de la justice Ngozi et du pouvoir CNDD-FDD en général. Selon lui, il est incompréhensible que des personnes soient arrêtées alors qu'elles avaient uniquement soulevé leurs inquiétudes sur la situation qui prévaut dans ce camp. Il trouve que le parc et la police ne sont pas en train de se comporter en responsables neutres dans les enquêtes. Il demande aussi au parti Uprona de prendre sa position face à cette situation afin de remettre les autorités du CNDD-FDD sur les rails. [rtr/rpa]

Justice - La centrale des jeunes démocrates qui réunit les jeunes du parti Sahwanya Frodebu s'insurge contre l'arrestation et l'incarcération du vice-président de ce parti. Selon le porte-parole de ces jeunes, Bamvuginyumvira a été humilié par un double objectif. À Justin Bagabo précise que les auteurs de ce montage voulaient détruire sa famille et le discréditer auprès de la population en général et des membres du parti Frodebu en particulier. De plus, ils voulaient tout simplement le mettre en prison dans cette période où son parti s'est engagé à lutter contre l'amendement de la constitution par le pouvoir de Bujumbura. Ainsi, il demande à la justice et à la police de libérer inconditionnellement ce leader. De même, il demande au pouvoir de Bujumbura d'arrêter les manœuvres visant à incarcérer les membres de l'opposition et de mener une lutte politique responsable et démocratique. Il demande également le respect de la séparation des pouvoirs reconnue par la constitution. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]- Le président du parti Frodebu Nyakuri Iragi rya Ndaye constate que la police et la justice burundaises ont d'autres choses à faire plutôt que de se lancer dans des actes de montage qui ne profitent pas au pays. Le docteur Jean Minani estime qu'il y a des personnes qui tournent au grand

jour les biens du pays et d'autres qui tuent les Burundais, d'autres encore violent les lois mais ne sont pas inquiets. On constate que l'arrestation et l'incarcération de Frédéric Bamvuginyumvira montre le manque de sérieux au sein des organes de police et de justice qui s'amusent à faire des montages contre les individus, en plus des montages non réussis et discréditant. Il demande à ces deux corps de justice et de police de s'occuper plutôt des autres dossiers beaucoup plus sérieux et de libérer le vice-président du Frodebu. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]

Education - Le syndicat STEB se dit inquiet de la situation qui prévaut dans les écoles primaires et secondaires au Burundi. Selon la présidente de ce syndicat, les enseignants manquent cruellement et cela a de graves conséquences sur le rendement des élèves. Eularie Nibizi remarque que les enseignants se fatiguent rapidement et de ce fait, ne dispensent pas comme il faut la matière. De même, les élèves ne sont pas encadrés suffisamment pour assimiler cette matière bien que mal dispensée. Ainsi, elle demande que le gouvernement recrute beaucoup d'enseignants en nombre suffisant afin que les enseignants forment les élèves dans un climat détendu. [rtnb/rtr/bonesha]